

Mémoire au Comité permanent de la science et de la recherche (SRSR)

Étude : Utilisation des subventions, fonds et contributions du gouvernement fédéral en matière de recherche et de développement par les universités et les établissements de recherche canadiens dans le cadre de partenariats avec des entités liées à la République populaire de Chine.

Alliance Canada Hong Kong | Septembre 2023

Introduction

Au cours des dernières années, le gouvernement du Canada a publié diverses ressources et lignes directrices, comme [Protégez votre recherche](#) et [Lignes directrices sur la sécurité nationale pour les partenariats de recherche](#). L'ACHK reconnaît que le gouvernement a pris une série de mesures pour mobiliser les universitaires, les universités et des établissements de recherche, notamment en fournissant de manière proactive des séances d'information et des lignes directrices sur la collaboration avec des entités affiliées à des États étrangers. Toutefois, les efforts actuels n'ont qu'un impact limité sur l'ampleur de l'ingérence étrangère dans le monde universitaire.

Bien qu'il existe des initiatives de collaboration avec des universitaires, des universités et des établissements de recherche canadiens, la portée est souvent limitée aux chercheurs en sciences, en ingénierie, en mathématiques et en technologie. La sécurité de la recherche dans les secteurs des arts, des sciences sociales, des sciences humaines et de la santé est largement négligée. Le Canada doit collaborer de manière proactive avec les étudiants, les professeurs et les chercheurs qui sont vulnérables à l'influence et à l'ingérence étrangères, y compris ceux qui ne sont pas engagés dans des secteurs de recherche d'importance cruciale. Les acteurs étatiques étrangers peuvent collaborer avec des universitaires pour divers objectifs stratégiques, notamment l'emprise de l'élite¹, la censure, la désinformation et les opérations discursives et narratives.

La République populaire de Chine (RPC) et le Parti communiste chinois (PCC) peuvent exercer des pressions sur les chercheurs et les universitaires par divers moyens, comme la révocation du financement des projets, des bourses et des visas ou permis de travail². De nombreux étudiants internationaux ont peur de parler et de mettre en danger les membres de leur famille, mais ils craignent également que leur statut soit révoqué et qu'ils soient contraints de retourner en RPC³. La surveillance et la répression transnationales ont créé une pression indue ou une crainte de représailles parmi les étudiants et les universitaires au Canada⁴.

La liberté universitaire doit inclure la sécurité des étudiants et des chercheurs, le sentiment d'être éduqués et habilités à prendre des décisions éclairées pour leur recherche. Nous demandons instamment au Canada de soutenir le développement d'une recherche et d'une promotion universitaire équitables. Les étudiants et les chercheurs doivent se sentir protégés. La recherche financée par le Canada, comme la propriété intellectuelle et les données de recherche, est protégée et ne fait pas l'objet d'une utilisation abusive par des acteurs malveillants. Plus important encore, les risques sont communiqués et gérés de manière proactive à tous les niveaux des intervenants concernés.

L'ACHK avait déjà fait part de ses préoccupations concernant [l'influence du parti-État chinois sur le milieu universitaire](#) (voir le chapitre sur l'influence universitaire et la vulnérabilité du transfert de propriété intellectuelle).

¹ Deborah Haynes, « ['China trying to influence elite figures in British politics', dossier claims](#) », *Sky News*, 7 juillet 2020.

² « [China : Government Threats to Academic Freedom Abroad](#) », *Human Rights Watch*, 21 mars 2019.

³ Jacob Hoytema, « [Uyghur students in Canada fear for their families in China — and their futures](#) », *Ottawa Citizen*, 6 août 2019.

⁴ Amy Lai, « [Canadian academics may fear reprisal for criticizing China — but they must not self-censor](#) », *Globe and Mail*, 22 octobre 2020.

Facteurs à prendre en considération

Le racisme envers les Asiatiques

Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, et en raison des tensions géopolitiques croissantes avec la RPC, les Canadiens d'origine asiatique et chinoise sont confrontés à une augmentation subite de la violence et des crimes haineux⁵. L'augmentation rapide de la violence et des crimes haineux est et devrait être traitée comme une priorité. Les Canadiens d'origine asiatique ont été au premier plan de la mobilisation liée au mouvement #StopAsianHate, un mouvement social légitime de sensibilisation à la violence dont sont victimes les Asiatiques. Cependant, en raison de l'évolution rapide des médias sociaux, le mouvement a été vulnérable à l'effort substantiel déployé par des acteurs du PCC et du Département du travail sur le front uni⁶ pour utiliser le mot-clic #StopAsianHate comme moyen de détourner les critiques contre l'État au lieu de lutter contre la haine des Asiatiques et le racisme envers eux⁷.

Les décideurs et les représentants officiels du Canada adoptent souvent un point de vue simpliste de la diaspora sino-canadienne et la considèrent souvent comme une communauté homogène étroitement liée au PCC. En réalité, comme tout autre groupe, les communautés d'origine chinoise ont des points de vue politiques diversifiés et ne forment pas une entité monolithique. L'argument réducteur selon lequel toutes les personnes d'origine chinoise ou la diaspora appuient le régime du PCC est xénophobe et raciste. Il est essentiel de contester et de rejeter les affirmations selon lesquelles le parti-État chinois est représentatif des communautés chinoises et de la diaspora, que ce soit par la voie diplomatique officielle ou par l'intermédiaire d'organisations affiliées à l'État^{8,9}. Il est tout aussi important de comprendre que la critique du PCC ou du gouvernement chinois ne doit pas être assimilée à la discrimination envers des communautés ethniques chinoises ou l'encourager.

Une culture de la peur et du silence

Il existe une culture de peur et de silence au sein de la diaspora et des communautés chinoises. En raison du réseau mondial de contrôle, de surveillance et d'influence de l'appareil de parti-État chinois, la critique du régime pourrait coûter aux individus leur carrière et leurs possibilités d'affaires, un rejet social, l'interdiction d'entrer dans les territoires contrôlés par la RPC, et même mettre en péril leur sécurité personnelle et celle des membres de leur famille élargie¹⁰. Les militants anti-PCC paient souvent un lourd tribut personnel, comme l'auto-exil ou le harcèlement¹¹. Dans le milieu universitaire, les professeurs et les administrateurs exercent une influence sur les étudiants. Les étudiants peuvent se sentir contraints de garder le silence sur des préoccupations personnelles, car ils comptent sur les recommandations et le soutien des professeurs pour obtenir des fonds et des ressources pour la recherche. Le parti-État chinois a encouragé des activités policières et une surveillance latérales, ce qui renforce l'autocensure chez les membres de la communauté.

⁵ Stephanie Liu, « [Reports of Anti-Asian hate crimes are surging in Canada during the COVID-19 pandemic](#) », CTV News, 18 mars 2021.

⁶ Sécurité publique Canada, [Ingérence étrangère - Utilisation du Département du travail sur le front uni par la Chine](#), 9 juin 2020.

⁷ Australian Strategic Policy Institute, [#StopAsianHate: Chinese diaspora targeted by CCP Disinformation Campaign](#), 1^{er} juillet 2021.

⁸ Voir l'annexe A : Sentiments de groupes de discussion de la communauté chinoise.

⁹ Institut Lowy, [Lines blurred Chinese Community Organisations in Australia](#), novembre 2021.

¹⁰ Yaqiu Wang, « [Why some Chinese immigrants living in Canada live in silent fear](#) », *Globe and Mail*, 26 février 2019.

¹¹ Coalition canadienne pour les droits des personnes Chine et Amnesty International Canada, [Harcèlement et intimidation de personnes au Canada œuvrant à la question des droits de la personne en Chine](#), mars 2020.

Gouvernance totalitaire de la RPC/du PCC

Contrairement aux partis politiques des démocraties occidentales et libérales, le PCC est la seule force dirigeante au sein de la RPC et sa gouvernance est notoirement opaque¹². Le présent mémoire fait référence aux institutions politiques et bureaucratiques comme « État du parti chinois », reflétant ainsi la relation dynamique et l'interconnexion entre le PCC et l'État de la RPC.

Dans un rapport publié en 2018, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) fait remarquer que le parti-État chinois domine chaque entité qui exerce des activités au sein de la RPC, y compris le secteur public, les organismes militaires et de sécurité, les syndicats et la société civile. Outre le contrôle totalitaire de la nation, le parti-État chinois peut intervenir directement et souvent dicter l'orientation de chacune de ces entités¹³. Les entreprises publiques et privées chinoises doivent inclure le PCC dans leur structure de gouvernance¹⁴. En raison du contrôle de plus en plus strict¹⁵ exercé sur le secteur des affaires, les entreprises privées chinoises ne doivent pas être considérées comme échappant au contrôle du parti-État¹⁶.

Dans le cadre des stratégies de fusion civil-militaire, les investissements des entreprises privées chinoises sont souvent dirigés par le comité du PCC au sein des conseils d'administration. Les investissements étrangers chinois et l'acquisition de technologies à double usage ont fait l'objet d'une attention critique de la part du département de la Défense des États-Unis, en raison du manque de transparence de l'interconnexion entre l'État et le secteur privé¹⁷. Ces dernières années, les investissements étrangers dans les infrastructures critiques ont également retenu l'attention des autorités australiennes¹⁸ et canadiennes¹⁹.

Dans le secteur non gouvernemental chinois, la portée du totalitarisme est combinée à la stratégie de « fusion civil-militaire »²⁰ de l'Armée populaire de libération (APL), et l'appareil du parti-État rapproche activement le développement entre le secteur privé et l'APL afin de faciliter le développement simultané des programmes économiques et militaires de Pékin²¹. Sous la direction de Xi Jinping, le PCC a renforcé l'orientation du Parti par rapport à l'APL²². Il y a eu des investissements importants dans les capacités militaires de l'APL, souvent intégrés dans diverses opérations commerciales et collaborations universitaires, ce qui renforce la mondialisation des activités de l'APL²³. Certes, l'état de préparation opérationnelle et l'acquisition de technologies et d'équipements militaires sont des éléments clés du développement de l'APL, mais la stratégie militaro-civile permet également à l'APL de mener ses activités en coordination avec des entreprises chinoises établies en dehors de la RPC.

¹² Virginia Allen, « [How Transparent Is China's Government? Here's What We Know](#) », *The Daily Signal*, 15 juillet 2021.

¹³ Service canadien du renseignement de sécurité, [La Chine à l'ère de la rivalité stratégique](#) mai 2018.

¹⁴ Federica Russo, « [Politics in the Boardroom: The Role of Chinese Communist Party Committees](#) », *The Diplomat*, 21 décembre 2019.

¹⁵ Lingling Wei, « [China's Xi Ramps Up Control of Private Sector. 'We Have No Choice but to Follow the Party.'](#) », *Wall Street Journal*, 10 décembre 2020.

¹⁶ Richard McGregor, « [How the state runs business in China](#) », *The Guardian*, 25 juillet 2019.

¹⁷ Paul Mozur et Jane Perlez, « [China Tech Investment Flying Under the Radar, Pentagon Warns](#) », *New York Times*, 7 avril 2017.

¹⁸ Prashant Mehra, « [Australia's foreign ownership rules face first test in \\$7bn battle for AusNet](#) », *Nikkei Asia*, 22 octobre 2021.

¹⁹ Jim Bronskill, « [Chinese telecom firm seeks stay on order to divest Canadian subsidiary over national security concerns](#) », *National Post*, 21 novembre 2021.

²⁰ États-Unis, Département d'État, [The Chinese Communist Party's Military-Civil Fusion Policy](#).

²¹ Center for Security and Emerging Technology, [Emily Weinstein's Testimony Before the U.S.-China Economic and Security Review Commission](#), mars 2021.

²² Patricia Kim, « [Understanding China's Military Expansion](#) », *Pacific Council on International Policy*, 19 septembre 2019.

²³ États-Unis, Département d'État, [The Chinese Communist Party's Military-Civil Fusion Policy](#).

Pékin recrute activement des scientifiques et des chercheurs à l'échelle internationale, en particulier dans le domaine des sciences et des technologies, afin de contribuer aux progrès économiques et militaires de la RPC²⁴. En raison des liens opaques entre l'APL et les universités chinoises, il est difficile de faire la distinction entre une collaboration avec des chercheurs chinois individuels et des chercheurs militaires chinois^{25 26}, et il est impossible de déterminer si les résultats de ces collaborations en matière de recherche profiteraient à l'APL ou à des acteurs étatiques chinois²⁷. Il existe des cas où des chercheurs ont délibérément dissimulé leurs liens avec l'APL^{28 29 30}.

Solutions adaptées à chaque pays

Les connaissances de l'ACHK sont propres aux activités entreprises par le parti-État chinois. Cependant, il est essentiel que le Canada élabore des stratégies et des politiques faisant abstraction du pays d'origine. Bien que le présent mémoire fournisse surtout des exemples de menaces que fait peser l'appareil du parti-État chinois, il est important de noter que d'autres pays (p. ex., la Russie, l'Arabie saoudite et l'Iran) déploient de semblables tactiques avec une efficacité et une portée variables. Une approche faisant abstraction du pays d'origine permet de concevoir des mesures de protection contre les menaces d'acteurs étatiques externes tout en évitant les métaphores racistes continuelles et le racisme systémique au sein des institutions canadiennes. Lorsque les informations de source ouverte ne permettent pas une véritable évaluation des personnes ou entités étrangères suspectes, le Canada doit fonder son analyse sur les affiliations, les activités et/ou les comportements passés.

²⁴ Emily Weinstein, « [Mapping China's Sprawling Efforts to Recruit Scientists](#) », *Defense One*, 30 novembre 2020.

²⁵ Australia Strategic Policy Institute, [The China Defence Universities Tracker](#), 25 novembre 2019.

²⁶ Wilson Center, [Holding a pen in one hand, Gripping a Gun in the Other](#), juillet 2020.

²⁷ Andrew Silver, « [Chinese universities with military ties classed as 'risky' collaborators](#) », *Nature*, 4 décembre 2019.

²⁸ China Digital Times, [PLA Scientists Obscuring Ties to Western Universities](#), octobre 2018.

²⁹ Tom Blackwell, « [Chinese government's Confucius Institute holds sway on Canadian campuses, contracts indicate](#) », *National Post*, 11 mars 2020.

³⁰ Australia Strategic Policy Institute, [Picking Flowers, making honey](#), 30 octobre 2018.

Observations de la communauté

Des échanges ouverts et éclairés entre les chercheurs sont essentiels pour faire avancer les résultats scientifiques. Compte tenu du sous-financement chronique du secteur de la recherche et du milieu universitaire au pays, les investissements étrangers peuvent apporter aux chercheurs, aux projets et aux établissements des ressources dont ils ont bien besoin. Des acteurs malveillants peuvent tirer parti de cette occasion et utiliser leurs ressources financières pour persuader les chercheurs de conclure des ententes asymétriques³¹.

Des acteurs chinois associés à l'État ont exploité les besoins financiers des chercheurs en leur offrant des subventions et des fonds importants en échange d'un accès exclusif aux données de recherche et à la propriété intellectuelle. Il existe trois tactiques de recrutement courantes, utilisées par des entreprises publiques et privées chinoises pour recruter des professeurs d'université et des chercheurs :

1. Demande de subvention coopérative avec le gouvernement du Canada et/ou d'autres bailleurs de fonds canadiens;
2. Proposer un contrat de recherche lucratif; et/ou
3. Proposer un contrat de consultation lucratif.

Le recrutement d'universitaires canadiens est une opération de longue haleine, dans le cadre de laquelle des entreprises privées et affiliées à l'État chinois cherchent à attirer des professeurs et des chercheurs réputés. Après avoir conclu des accords de financement initiaux, les chercheurs et les établissements peuvent devenir dépendants des ressources financières offertes³². Des ressources financières importantes provenant de sources étatiques étrangères peuvent également encourager l'autocensure parmi ceux qui sont devenus dépendants du financement.

Au-delà des incitations financières, les entreprises privées et affiliées à l'État chinois peuvent inclure des ressources non financières dans ces contrats lucratifs, comme l'accès facile aux données de recherche, aux sujets et aux participants à la recherche, et le soutien d'équipes de recherche entièrement financées.

Par exemple, si un chercheur canadien a besoin de données pour ses recherches, il devra se conformer aux processus de conformité aux normes déontologiques et aux lois sur la protection de la vie privée en vigueur au Canada pour y avoir accès. Pour les entreprises chinoises affiliées à l'État et régies par des normes juridiques plus laxistes, les acteurs affiliés à l'État chinois peuvent accéder à des ensembles de données brutes précieuses et les offrir aux chercheurs canadiens dans le cadre de l'accord de financement. Bien que les données puissent être obtenues légalement en RPC, elles ne répondraient pas aux normes de protection de la vie privée au Canada. Bien que les chercheurs puissent bénéficier d'un accès plus facile aux données, cela contourne l'intention des normes et pratiques nationales existantes.

³¹ Service canadien du renseignement de sécurité, [La Chine à l'ère de la rivalité stratégique](#), mai 2018.

³² Alliance Canada Hong Kong, [ACHK releases new report on foreign influence activities in Canada](#) (mai 2021).

Des acteurs affiliés à l'État chinois ont également fait preuve de tactiques agressives pour voler la propriété intellectuelle d'autres entités privées^{33 34}. Le gouvernement du Canada a lancé un avertissement selon lequel Pékin entreprend une campagne systématique d'espionnage économique³⁵. Ces activités illégales sont bien consignées et elles ont des répercussions importantes sur les entreprises canadiennes. Nortel, une entreprise canadienne de télécommunications, a été l'une des principales victimes de l'espionnage économique et industriel mené par Pékin³⁶. Des espions et des dispositifs d'écoute ont été placés dans les bureaux de recherche et développement de Nortel, voilà pourquoi Huawei a été accusée de faire de la rétro-ingénierie et de recréer l'équipement de Nortel. Huawei nie ces affirmations d'espionnage industriel. Compte tenu de la fusion civil-militaire et des opérations opaques du parti-État chinois, l'espionnage industriel et d'entreprise peut être lié aux acteurs militaires chinois et à leurs objectifs stratégiques.

Autocensure, répression et harcèlement sur les campus

Les campus universitaires disposent souvent de leur propre bureau de sécurité, « police du campus » ou « services de protection ». Cependant, les services de sécurité des campus ne sont pas formés ou outillés pour aider les étudiants, les professeurs ou les chercheurs à échapper à la répression des États étrangers. Les expériences des étudiants de la diaspora en matière de harcèlement sur les campus ont été largement négligées. Plusieurs cas récents mettent en évidence l'échec systémique et institutionnel : la police du campus n'a pas signalé le harcèlement à la police locale et/ou aux agences de renseignement, de sorte que les dossiers d'incidents sont restés à l'intérieur de l'université sans autre suivi de la part des agences fédérales ou de la police locale.

Les universités et les établissements de recherche bénéficient de nombreuses incitations financières pour accueillir davantage d'étudiants étrangers et/ou d'investissements étrangers³⁷. Les étudiants étrangers paient des frais de scolarité plus élevés que les étudiants nationaux. Alors que les apports financiers peuvent offrir un avantage évident à court terme, une incapacité systémique à comprendre clairement les risques institutionnels à long terme (par exemple, l'emprise de l'élite, l'espionnage) est à nouveau apparente.

Les autorités chinoises sont connues pour dissimuler les antécédents et les affiliations militaires des universitaires qui partent à l'étranger³⁸. Les médias suédois ont rapporté que les étudiants internationaux chinois parrainés par le China Scholarship Council (CSC)³⁹ signent au préalable des promesses de loyauté qui les « obligent à servir les intérêts de la Chine pendant leur séjour »⁴⁰. Pour les étudiants qui enfreignent une règle ou refusent de suivre les instructions, les autorités chinoises peuvent demander aux étudiants titulaires de la bourse du CSC et à leurs familles de la rembourser, ce qu'ils ne pourraient pas se permettre de faire.

³³ Eric Rosenbaum, « [1 in 5 corporations say China has stolen their IP within the last year: CNBC CFO survey](#) », *CNBC*, 1^{er} mars 2019.

³⁴ États-Unis, Département de la Justice, [Chinese National Pleads Guilty to Economic Espionage Conspiracy](#), 6 janvier 2022.

³⁵ Stewart Bell and Sam Cooper, « [Canadian government report accuses China of widespread campaign of espionage, manipulation](#) », *Global News*, 26 janvier 2022.

³⁶ Tom Blackwell, « [Exclusive: Did Huawei bring down Nortel? Corporate espionage, theft, and the parallel rise and fall of two telecom giants](#) », *National Post*, 20 février 2020.

³⁷ Joe Friesen, « [After cutting ties with Huawei, University of Waterloo must find funding elsewhere](#) », *Globe and Mail*, 5 mai 2023.

³⁸ Kate O'Keefe et Melissa Korn, « [China's Military Sends More Scholars Abroad, at Times Without Schools' Knowledge](#) », *Wall Street Journal*, 29 octobre 2018.

³⁹ Center for Security and Emerging Technology, [The China Scholarship Council: An Overview](#), juillet 2020.

⁴⁰ Yitong Wu et Chingman, « [Tens of thousands of students pledge loyalty to Beijing before arriving abroad](#) », *Radio Free Asia*, 20 janvier 2023.

Les investissements étrangers répondent aux besoins financiers de la communauté universitaire qui manque de fonds. Pékin exerce des pressions sur les universités et les établissements de recherche, alors, certains peuvent choisir de faire des concessions aux autorités chinoises, ce qui peut être récompensé par des dons, un accès aux services de la RPC et des événements de gala⁴¹. En revanche, ceux qui s'opposent ouvertement au parti-État chinois sont confrontés à une surveillance accrue, qui peut mettre en péril les moyens de subsistance des professeurs, des étudiants et des chercheurs, ainsi que leurs futures carrières. Même si les étudiants internationaux vivent et étudient au Canada, l'ambassade et/ou le consulat de la Chine peut révoquer leurs permis d'études ou leurs bourses.

La surveillance et la répression transnationales jettent une ombre sur les expériences des étudiants internationaux et de la diaspora à l'université. En 2021, Joanna Chiu du Toronto Star a rapporté⁴² qu'un étudiant chinois au Canada ayant deux abonnés sur Twitter avait été contacté par son père et la police de la RPC. La police chinoise a affirmé que le ministère de la Sécurité publique avait repéré son adresse IP après qu'il a rediffusé sur Twitter trois messages critiques à l'égard de Pékin.

Pékin gouverne par la peur, les autorités chinoises encouragent la surveillance latérale parmi les étudiants internationaux de la RPC, tout en appliquant le principe de culpabilité par association. Dans certains cas, les familles des étudiants et leurs proches restés au pays sont pris en otage. Si certains étudiants internationaux sont motivés par la propagande et l'éducation patriotique qu'ils ont reçues avant leur arrivée au Canada, d'autres subissent des pressions pour se présenter et faire ce qu'on leur dit.

Notamment, le parti-État chinois utilise la Chinese Students and Scholars Association (CSSA) comme une arme à l'échelle mondiale pour propager l'idéologie du PCC auprès des étudiants internationaux chinois⁴³. La CSSA de l'Université McMaster a été interdite par le syndicat des étudiants de l'Université de McMaster en 2019, en raison de ses liens présumés avec le consulat et de la campagne de harcèlement lancée contre un militant ouïghour, Rukiye Turdush⁴⁴. Chemi Lhama, un étudiant tibétain canadien, a été attaqué par des étudiants internationaux chinois après être devenu président du syndicat des étudiants de l'Université de Toronto à Scarborough^{45 46}. Plus particulièrement, de nombreuses enquêtes partout dans le monde ont révélé les relations étroites entre le bureau de l'éducation de l'ambassade et/ou du consulat et les CSSA^{47 48}. De nombreuses communautés de la diaspora soupçonnent l'ambassade et les consulats de mobiliser les CSSA et les étudiants internationaux au moyen d'activités à caractère patriotique et de propagande ethnonationaliste, en lançant des campagnes de harcèlement et d'intimidation sur les campus.

⁴¹ Daniel Martin, « [How Beijing made its way into the heart of British academia](#) », *Le Telegraph*, 13 juillet 2023.

⁴² Joanna Chiu, « [A Chinese student in Canada had two followers on Twitter. He still didn't escape Beijing's threats over online activity](#) », *Toronto Star*, 18 septembre 2021.

⁴³ Foreign Policy, « [China's Long Arm Reaches into American Campuses](#) », 7 mars 2018.

⁴⁴ Justin Mowat, « [McMaster student government bans Chinese students' group from campus](#) », *CBC*, 26 septembre 2019.

⁴⁵ « ['China is your daddy': Backlash against Tibetan student's election prompts questions about foreign influence](#) », *CBC*, 14 février 2019.

⁴⁶ Sarah McLaughlin, « [Groups put renewed focus on suppression of speech critical of China on American and Canadian campuses](#) », *The Foundation for Individual Rights and Expression*, 18 mai 2020.

⁴⁷ Foreign Policy, « [China's Long Arm Reaches into American Campuses](#) », 7 mars 2018.

⁴⁸ Alliance for Securing Democracy, « [Chinese consulates pressure CSSA members to carry out Chinese government directives](#) », 3 juillet 2018.

Recommandations

Le Canada dispose d'un environnement universitaire solide où les chercheurs sont encouragés à partager leurs connaissances et à collaborer les uns avec les autres. Les processus de recherche, les protocoles et les résultats sont publiés et sont accessibles au public. Il y a d'énormes avantages à nouer des collaborations ouvertes avec le milieu universitaire et de la recherche. Cependant, nous devons aussi demeurer lucides et critiques afin de comprendre les risques éventuels. Ces mesures ne devraient pas décourager les chercheurs, ceux qui sont issus de communautés racisées et de la diaspora en particulier, de collaborer avec des chercheurs étrangers.

Bien que nous ne puissions pas prédire comment les acteurs malveillants agiront, les institutions canadiennes peuvent intégrer des mesures de protection contre le transfert de données sensibles et de recherche, les accords coercitifs et les transferts de propriété intellectuelle. Plutôt que d'appliquer une politique restrictive sur la collaboration avec des entités étrangères, le Canada devrait travailler à établir des lignes directrices claires et un processus d'examen rigoureux afin de préserver la liberté et les progrès dans le milieu universitaire.

Nous ne pouvons pas réglementer et limiter la liberté dans le milieu universitaire en fonction d'activités malveillantes, coercitives et secrètes. Au contraire, les collaborations en matière de recherche devraient et doivent toujours être équitables et symétriques, garantissant un consentement éclairé et des efforts proactifs pour atténuer les risques. Le Canada devrait chercher à favoriser un environnement sûr dans lequel les étudiants, les professeurs et les chercheurs sont habilités dans leur parcours universitaire.

Un environnement universitaire et d'apprentissage sûr

La protection du monde universitaire ne consiste pas seulement à empêcher les acteurs malveillants d'obtenir des données et des résultats de recherche sensibles; le Canada doit également veiller à ce que les étudiants, les professeurs et les chercheurs soient en sécurité sur le campus. Face à la répression et à la censure transnationales, les étudiants et les professeurs peuvent ne pas se sentir en sécurité lorsqu'ils remettent en question le parti-État chinois, par exemple en publiant un article sur le massacre de la place Tiananmen ou en critiquant les politiques du parti-État chinois.

Voici quelques recommandations :

- Participation anonyme aux discussions en classe et aux devoirs si un étudiant ne se sent pas en sécurité pour s'engager sans déclencher une répression transnationale;
- Solidité des mesures institutionnelles de cybersécurité des universités et sensibilisation à cet égard;
- Décourager l'enregistrement vidéo ou audio des discussions en classe sans consentement éclairé;
- Soutenir les étudiants internationaux dont les permis d'études et les bourses d'études sont utilisés comme une arme par leur gouvernement d'origine.

Sensibiliser les universitaires et les chercheurs à la sécurité nationale

Le Canada peut doter les universitaires, les chercheurs et les administrateurs des connaissances et des compétences nécessaires pour repérer l'ingérence étrangère et les activités malveillantes. L'ACHK préconise la mise en place d'un système de transparence relativement à l'influence étrangère, comme indiqué dans un précédent rapport intitulé [Murky Waters : Beijing's Influence in Canadian Democratic and Electoral Processes](#). L'ACHK rappelle l'importance d'inclure les donneurs d'ordre étrangers, leurs entités universitaires et de recherche affiliées, ainsi que leurs mandataires dans un système de transparence de l'influence étrangère.

Des critères clairs pour les activités menaçant la sécurité nationale dans le monde universitaire permettraient aux universitaires et aux administrateurs canadiens de faire des évaluations éclairées dans le cadre de leurs activités quotidiennes et de disposer des ressources nécessaires pour demander de l'aide aux autorités canadiennes. Un système de transparence de l'influence étrangère fournirait un registre des donneurs d'ordre étrangers et de leurs mandataires, ce qui permettrait aux chercheurs de décider en connaissance de cause avec qui collaborer.

Voici d'autres recommandations :

- Faire connaître les bureaux de recherche et d'éthique des universités;
- Inclure un cours obligatoire sur l'ingérence étrangère dans le processus de demande de certificat de conformité aux normes déontologiques et/ou de financement;
- Fournir des lignes directrices claires sur la collaboration avec des entités étrangères affiliées à un État ou à l'armée, y compris des évaluations et des révisions régulières de ces lignes directrices.

Limiter les exportations de technologies à double usage

Le Canada devrait aussi prendre des mesures pour atténuer les risques associés à l'exportation de technologies et d'innovations à double usage. M. Jared Brown, de l'École de politiques publiques de l'Université de Calgary, a recommandé que les permis d'exportation soient accordés par voie de justice, en particulier dans le cas des technologies à double usage et militaires⁴⁹.

Protéger les droits des Canadiens en matière de données

Dans un monde qui dépend de plus en plus du cyberspace, nous ne pouvons éviter toutes les formes de collecte des données et des renseignements des utilisateurs. Cependant, nous devrions essayer d'atténuer les risques et de renforcer les lois sur la protection de la vie privée afin de relever les nouveaux défis. Des lois et des règlements plus rigoureux en matière de données et de protection des renseignements personnels peuvent renforcer les droits des Canadiens en matière de données⁵⁰ et imposer des restrictions aux acteurs étrangers en ce qui concerne la collecte, l'achat ou l'exportation de données et de renseignements sur les utilisateurs.

⁴⁹ [An Examination of Intellectual Property Transfers to Third Party Entities at Publicly Funded Canadian Universities](#), (septembre 2019). Université de Calgary.

⁵⁰ Bianca Wylie, « [Why We Need Data Rights: "Not Everything about Us Should Be for Sale"](#) », Centre for International Governance Innovation, 30 janvier 2019.